



Observatoire
régional
de l'intégration
et de la ville

*Centre de ressources
Grand Est*

« Les rendez-vous de la Politique de la ville »

Intégration et politique de la ville

27 mars 2025

Objectifs et contenu

- Objectif : proposer différents formats de « temps d'échanges » pour continuer à accompagner les acteurs (des collectivités et de l'Etat) impliqués dans la mise en œuvre concrète des contrats de ville.
- « Rendez-vous de la politique de la ville ».
 - Il s'agit d'un séminaire par mois, de 3 heures, autour d'un enjeu clé.
 - A l'occasion de chaque séminaire, il s'agira de faire le point sur l'enjeu et la manière dont il est abordé dans les contrats de ville.
 - En complément, une démarche ou une expérience pourront faire l'objet d'une présentation.
 - Des ressources en lien avec le sujet seront également proposées.
- Sujet du jour : Intégration : un enjeu spécifique en quartiers politique de la ville ?

Le lien immigration et intégration et politique de la ville est complexe, voire un impensé des politiques publiques historiquement. Mais qui sont les immigrés en QPV : demandeurs d'asile, réfugiés, primo-arrivants, ... ? Quel profil et quels moyens d'agir ? Le séminaire permettra de mieux comprendre cette présence et d'échanger sur les moyens d'agir.

Une difficulté à nommer les publics...

Approche par le droit et/ou la visibilité sociale

- La notion d'étranger est fondée sur le critère juridique de la nationalité : « Est étrangère toute personne résidant en France et n'ayant pas la nationalité française ».
- La notion d'immigré renvoie au fait que la personne ainsi désignée a vécu la migration, quel que soit son statut administratif actuel au regard de la nationalité.
Ainsi « est immigrée toute personne née étrangère, dans un pays étranger, et qui vit en France ». Un immigré peut avoir obtenu, ou non, depuis son arrivée en France, la nationalité française.
- Les notions de « demandeur d'asile », de « réfugié », de « protection subsidiaire » et plus récemment de « protection temporaire » renvoient à des statuts administratifs distincts (et donc à des droits différents) mais aussi à un droit international...
- Les autres notions... « issue de l'immigration », « première génération » mais aussi « descendants de... » relèvent de l'usage courant.

L'immigration

- L'immigration relève d'un double processus : un déplacement dans l'espace et le franchissement d'une frontière.
- Un phénomène mondial... mais des réalités différentes derrière cette notion de « migration »
- Un contexte géopolitique qui explique ces migrations mais pas seulement !
- La migration : la réponse à un « besoin », une « obligation », une « question de survie », une « logique familiale », des « études » ...
- Une logique ancienne mais des réalités qui évoluent...
- Une augmentation des déplacés dans le monde (impact premier sur les pays limitrophes).

Histoire migratoire en France : quelques constats

- Une histoire ancienne : plus de 170 ans de flux quasi-continu mais à des niveaux qui ont évolué dans le temps.
- La singularité de l'immigration en France par rapport aux autres pays européens : sa précocité.
- Une histoire marquée par la colonisation, de l'esclavage sur les migrations (et la perception de l'étranger).
- La France : un pays d'immigration historiquement mais une évolution marquée depuis 1973.
- Une diversification des arrivées au fil du temps (familles, demandeurs d'asile, étudiants...).
- Une logique migratoire marquée par l'économie / logique utilisatrice : vise à répondre aux besoins du marché du travail.
- Une histoire migratoire ayant des réalités locales différentes (différences selon les territoires).

Histoire migratoire et politiques publiques

■ Flux migratoires :

- La révolution industrielle / fin du XIXème siècle
- De la fin de la première guerre mondiale à la grande crise de 1929
- De la grande crise de 1929 à la fin de la seconde guerre mondiale
- De la seconde guerre mondiale au premier choc pétrolier
- Du premier choc pétrolier à la fin des années 2000
- De 2002 à 2010 : un changement de paradigme
- De 2010 à 2016/2018 : les effets de la « crise migratoire »
- De 2018 à 2022 : une période impactée par la crise sanitaire
- 2022 à aujourd'hui : des arrivées avec une tension renforcée par les déplacés d'Ukraine

■ Politiques publiques :

- Des flux gérés par le patronat et Code de la nationalité
- Une première régulation par l'Etat
- Une logique de « protectionnisme »
- Mise en place d'une politique migratoire et de contrôle des flux
- Une politique d'insertion, puis d'intégration et de lutte contre les discriminations
- Une généralisation de la prise en charge de l'accueil et un enjeu de contractualisation
- Un renforcement d'une approche différenciée des publics et des titres de séjour sous condition d'intégration
- Un accent mis sur les enjeux territoriaux et l'emploi.
- Une nouvelle loi le 26 janvier 2024

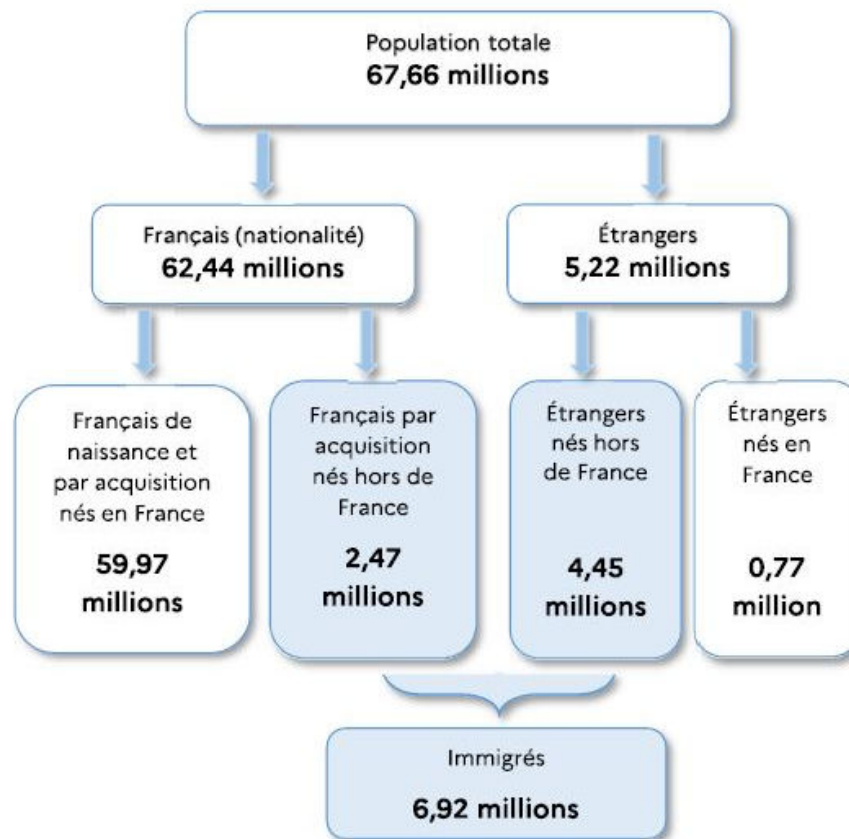
Présence immigrée en France

Source :

<https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Etudes-et-statistiques/Les-chiffres-de-l-immigration-en-France/Presence-etrangere-en-France>

La situation en France en 2021

Au 1er janvier 2021, l'INSEE estime à 5,22 millions le nombre d'étrangers résidant en France. Ils représentent alors 7,7 % de la population. Par ailleurs, on dénombre 6,92 millions d'immigrés, soit 10,2 % de la population.



Champ : France entière

Source : Insee, recensement de la population 2021, exploitation principale. Données réajustées (cf. encadré 1). Recensement de la population pour Mayotte (cf. encadré 3).

Note : Ces données sont issues de la dernière exploitation principale du recensement de la population de l'Insee. Pour une actualisation avec les données provisoires au 1er janvier 2023, voir encadré 2.

Présence immigrée : approche régionale

- Recensement de la population de 2021 (données les plus récentes disponibles) : 530 370 personnes, 9,5% de la population de la région, sachant que c'est un nombre qui s'accroît légèrement d'année en année.
- Ce taux de présence immigrée est un peu inférieur à celui relevé au niveau national (10,2%) mais il est variable en fonction des départements du Grand Est.
- 5ème rang des régions françaises (position stable).
- 65,4% sont des ressortissants de pays hors Union Européenne. Ce taux s'accroît à chaque recensement mais reste inférieur à celui relevé sur le plan national (73,9%).



Le terme d'immigré définit une personne ayant vécu directement la migration, quel que soit son statut administratif actuel au regard de la nationalité.

Ainsi « est immigrée toute personne née étrangère, dans un pays étranger, et qui vit en France ». Un immigré peut avoir obtenu, ou non, depuis son arrivée en France, la nationalité française.

Source : Recensement de la Population, INSEE.

Présence immigrée par départements

	Nombre d'immigrés	Part dans la pop. (en %)	Part au sein des immigrés (en %)	Part des immigrés nés dans l'Union européenne (en %)	Part des immigrés nés hors de l'Union européenne (en%)
Ardennes	15 995	5,9	3,0	50,6	49,4
Aube	25 849	8,3	4,9	24,6	75,4
Marne	38 524	6,8	7,3	25,2	74,8
Haute-Marne	7 542	4,4	1,4	31,8	68,2
Meurthe-et-Moselle	68 763	9,4	13,0	37,6	62,4
Meuse	8 891	4,9	1,7	54,2	45,8
Moselle	119 238	11,4	22,5	43,8	56,2
Bas-Rhin	133 779	11,6	25,2	28,3	71,7
Haut-Rhin	94 592	12,3	17,8	31,8	68,2
Vosges	17 196	4,8	3,2	35,1	64,9
Grand Est	530 370	9,5	100,0	34,6	65,4
France métropolitaine	6 656 110	10,2	8,0	26,1	73,9

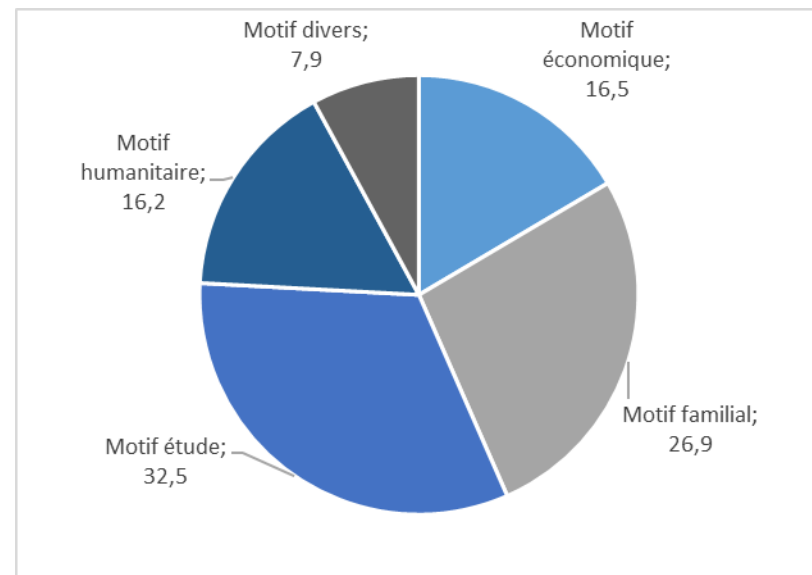
Des migrants au profil diversifié

Les migrants arrivent pour des raisons diverses sur le territoire... le titre de séjour (visa pour les ressortissants hors UE de plus de trois mois) rend compte de cette diversité.

- ➔ Nombre de nouveaux titres de séjour délivrés en 2024 ([données publiées en 2025 - Ministère de l'Intérieur](#)) : 336 710 au niveau national (hors Britannique).
- ➔ Une année marquée par une augmentation de 1,8%, sachant qu'au niveau des motifs humanitaires, l'évolution est de 13,5%.

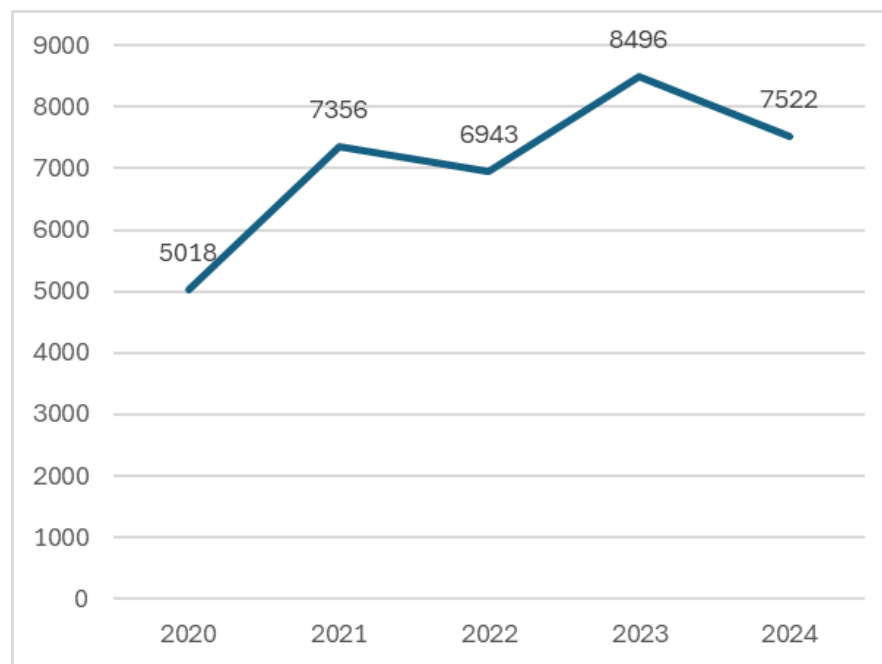
La répartition des titres :

	2024	%	évolution 2023/2024
Motif économique	55 590	16,5	0,90%
Motif familial	90 560	26,9	-1,20%
Motif étude	109 270	32,5	0,20%
Motif humanitaire	54 530	16,2	13,50%
Motif divers	26 760	7,9	-0,10%
TOTAL	336 710	100,0	1,80%



Présence primo-arrivants dans le Grand Est

- Des évolutions sur ces dernières années (contexte de la crise sanitaire, rattrapage, évolution des répartitions au titre du DNA, renforcement entrée).
- En 2020, 5.018 personnes ont signé un Contrat d'Intégration Républicaine (CIR) dans la région Grand Est. Un rattrapage en 2021 puis une stabilisation en 2022 et une reprise en 2023 et une nouvelle baisse en 2024.
- Avec 7522 signataires du Contrat d'Intégration Républicaine, on revient au niveau de 2021.
- Mais des réalités différentes selon les départements...



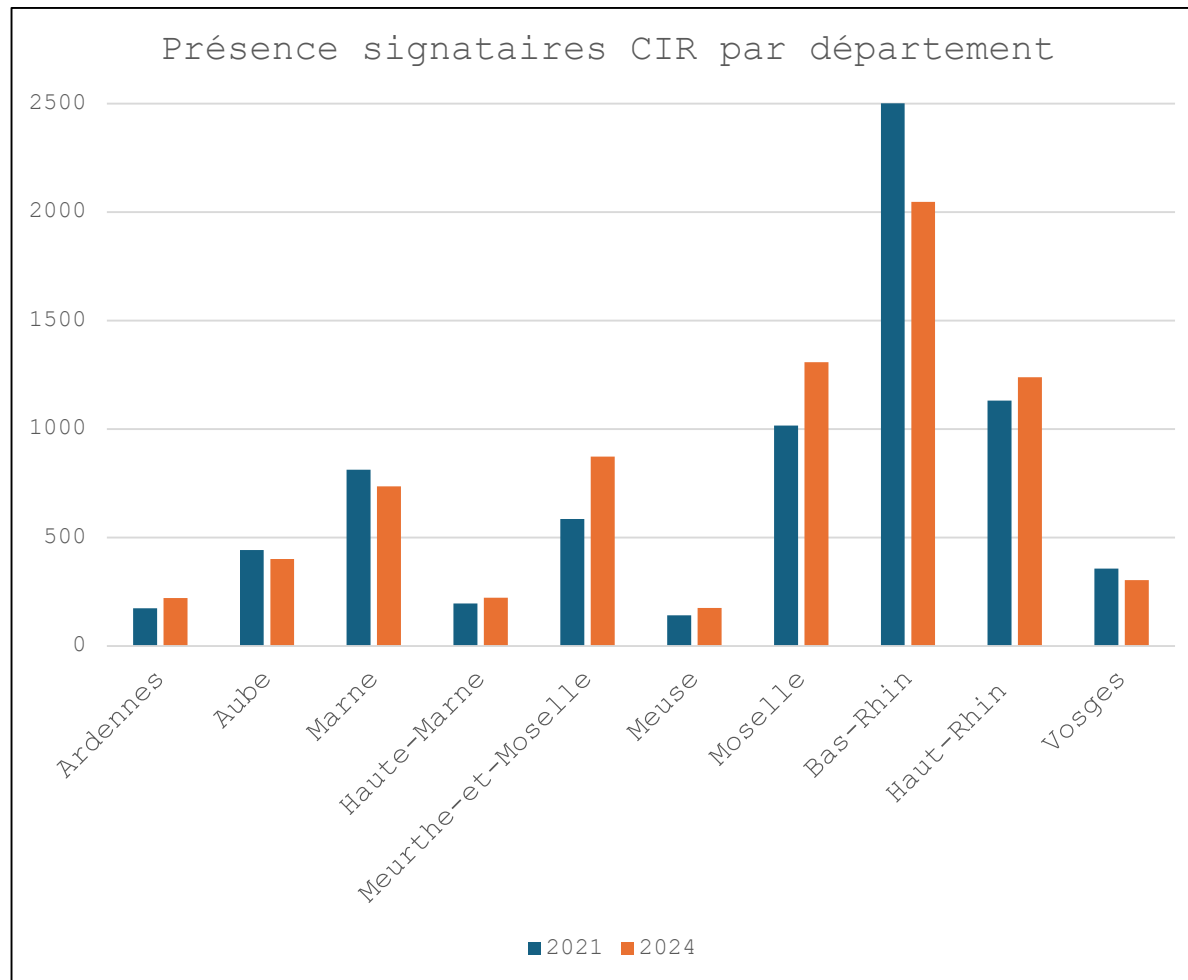
Source des chiffres de cette diapositive et les suivantes : données OFII sur les signataires du Contrat d'Intégration Républicaine en 2024

Présence primo-arrivants dans le Grand Est comparaison 2021-2024

Ardennes	173	2,4%
Aube	442	6,0%
Marne	812	11,0%
Haute-Marne	196	2,7%
Meurthe-et-Moselle	585	8,0%
Meuse	141	1,9%
Moselle	1016	13,8%
Bas-Rhin	2503	34,0%
Haut-Rhin	1131	15,4%
Vosges	357	4,9%
Grand Est	7356	100,0%

Ardennes	221	2,9%
Aube	401	5,3%
Marne	735	9,8%
Haute-Marne	222	3,0%
Meurthe-et-Moselle	873	11,6%
Meuse	175	2,3%
Moselle	1308	17,4%
Bas-Rhin	2046	27,2%
Haut-Rhin	1238	16,5%
Vosges	303	4,0%
Grand Est	7522	100,0%

Présence primo-arrivants dans le Grand Est comparaison 2021-2024



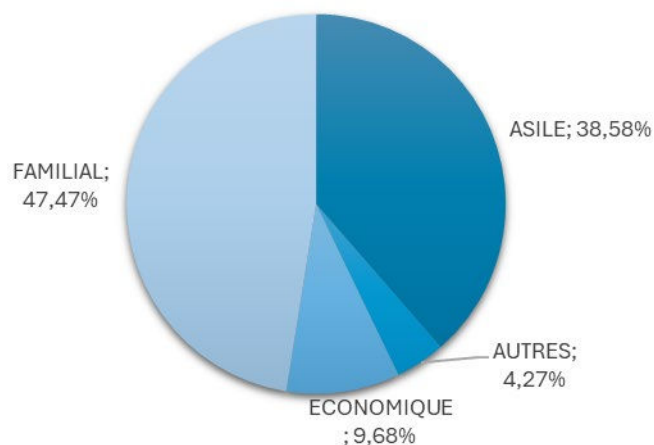
Profils des primo-arrivants dans le Grand Est

CIR 2024

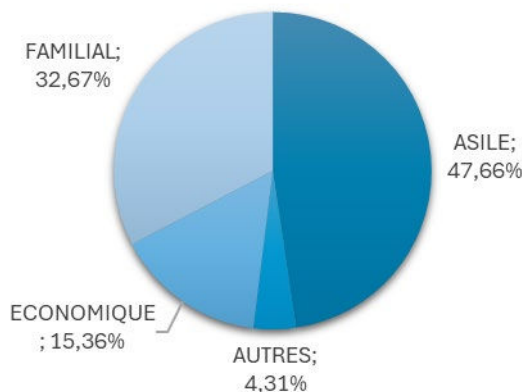
Statut	CIR	CIR %	dont Hommes	Hommes %	dont Femmes	Femmes %
ASILE	2902	38,58%	1803	47,66%	1099	29,39%
AUTRES	321	4,27%	163	4,31%	158	4,23%
ECONOMIQUE	728	9,68%	581	15,36%	147	3,93%
FAMILIAL	3571	47,47%	1236	32,67%	2335	62,45%
GRAND EST	7522	100,00%	3783	50,29%	3739	49,71%

Profils des primo-arrivants dans le Grand Est

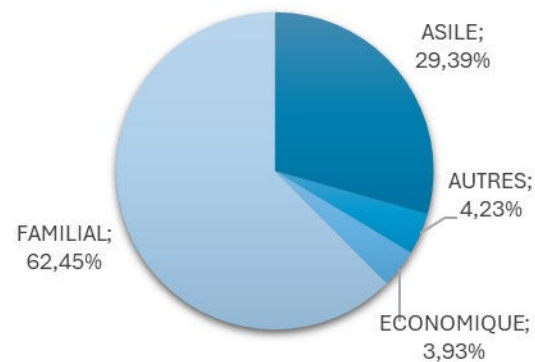
Signataires CIR



Signataires CIR - Hommes



Signataires CIR - Femmes

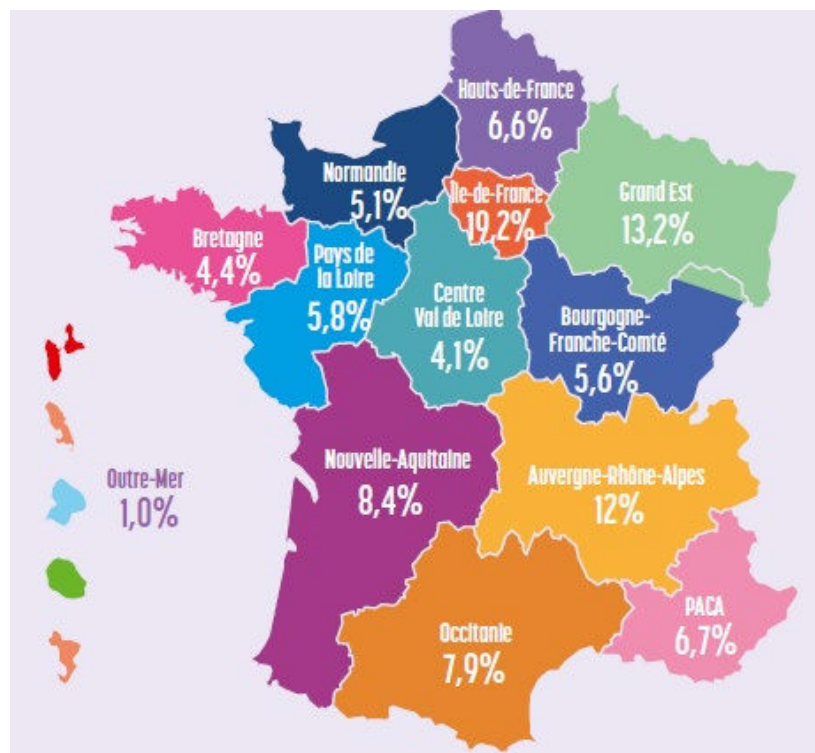


Profils des primo-arrivants dans le Grand Est

Afghane	1136	15,10%
Marocaine	652	8,67%
Turque	617	8,20%
Tunisienne	374	4,97%
Algérienne	333	4,43%
Ukrainienne	311	4,13%
Albanaise	269	3,58%
Ivoirienne	225	2,99%
Kosovare	225	2,99%
Russe	211	2,81%
Syrienne	180	2,39%
Guinéenne (Rép. De Guinée)	178	2,37%
Camerounaise	152	2,02%
Soudanaise	142	1,89%
Arménienne	132	1,75%
Congolaise (Rdc)	128	1,70%
Géorgienne	121	1,61%
Chinoise (Roc)	104	1,38%
Sénégalaise	95	1,26%
Somalienne	90	1,20%
Bangladaise	84	1,12%
		76,56%

Profils des primo-arrivants dans le Grand Est

- Cette répartition par pays s'explique, pour partie, par l'importance des bénéficiaires de la protection internationale. Le fait que le Grand Est compte de nombreuses structures du dispositif national d'accueil contribue à cette localisation.
- « Au 31 décembre 2023, près de la moitié des capacités du DNA était concentrée dans trois régions : l'Île-de-France (19,2 %), le Grand Est (13,2 %) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (12 %). » (Rapport activités OFII, 2024)



Les demandeurs d'asile ... et le dispositif national d'accueil

- Le dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile répond à plusieurs objectifs comme une meilleure répartition des demandeurs d'asile au niveau national.
- Au-delà d'assurer un hébergement des demandeurs d'asile dans les structures d'accueil, il vise également à assurer une fluidification des publics une fois les décisions prises concernant leur statut par rapport à l'asile.
- Pour les bénéficiaires de la protection internationale, l'enjeu est de favoriser l'accès sur des logements autonomes pour permettre l'accès aux nouveaux demandeurs d'asile (notamment via le dispositif AGIR).
- L'offre d'hébergement des demandeurs d'asile est majoritairement en diffus en logements sociaux, souvent dans le cadre de logements partagés par plusieurs bénéficiaires.

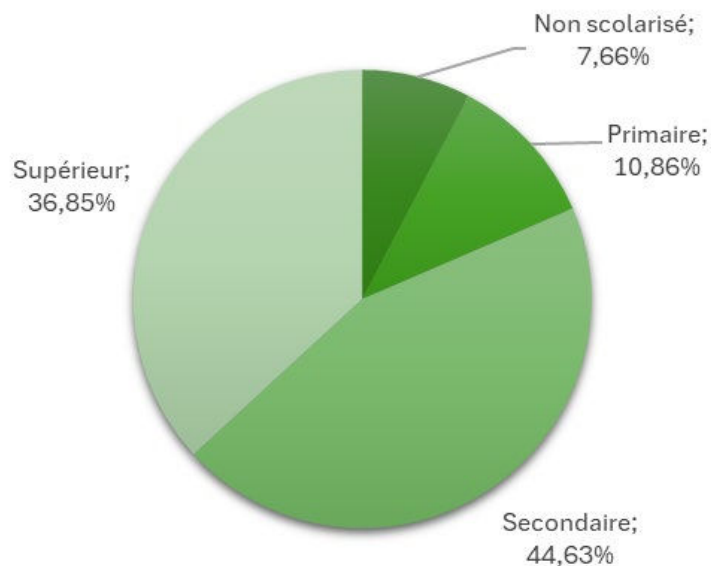
Profils des primo-arrivants dans le Grand Est : niveau d'études acquis à l'étranger

- Un niveau d'étude un peu plus important pour les CIR en Grand Est
- Les signataires du CIR ont déclaré avoir un niveau d'études secondaires pour 43 % d'entre eux et un niveau d'études supérieur pour 34,4 % sur le plan national. À l'inverse, 10,1 % ont déclaré n'avoir jamais été scolarisés et 11,9 % ont déclaré être allés à l'école primaire et ne pas posséder de diplôme, soit un total de 22 % des signataires.
- À l'échelle du Grand Est, la part des personnes de niveau d'études secondaires est de 44,6% et ceux ayant fait des études supérieures : 36.8%. Les femmes sont encore plus nombreuses d'avoir mené des études supérieures.

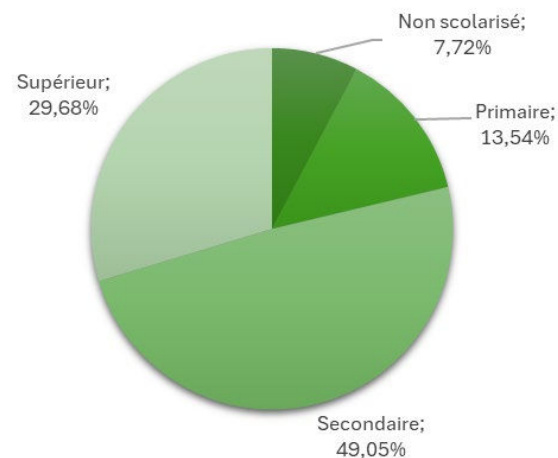
Niveau d'étude (Etr)	CIR	CIR %	dont Hommes	Hommes %	dont Femmes	Femmes %
Non scolarisé	576	7,66%	292	7,72%	284	7,60%
Primaire	816	10,86%	512	13,54%	304	8,14%
Secondaire	3354	44,63%	1854	49,05%	1500	40,16%
Supérieur	2769	36,85%	1122	29,68%	1647	44,10%
GRAND EST	7515	100,00%	3780	100,00%	3735	51,51%

Profils des primo-arrivants dans le Grand Est

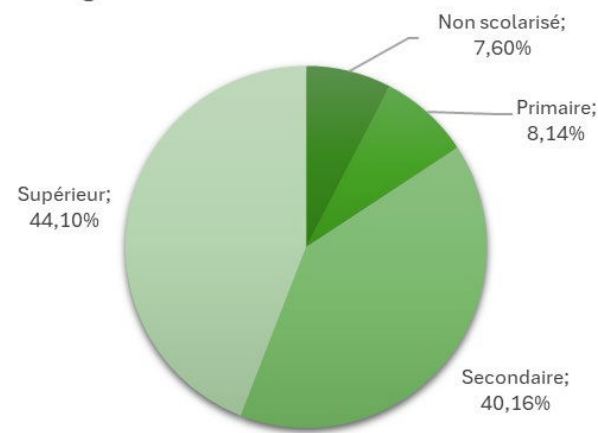
Signataires CIR - Niveau études



Signataires CIR - Niveau études Hommes



Signataires CIR - Niveau études Femmes



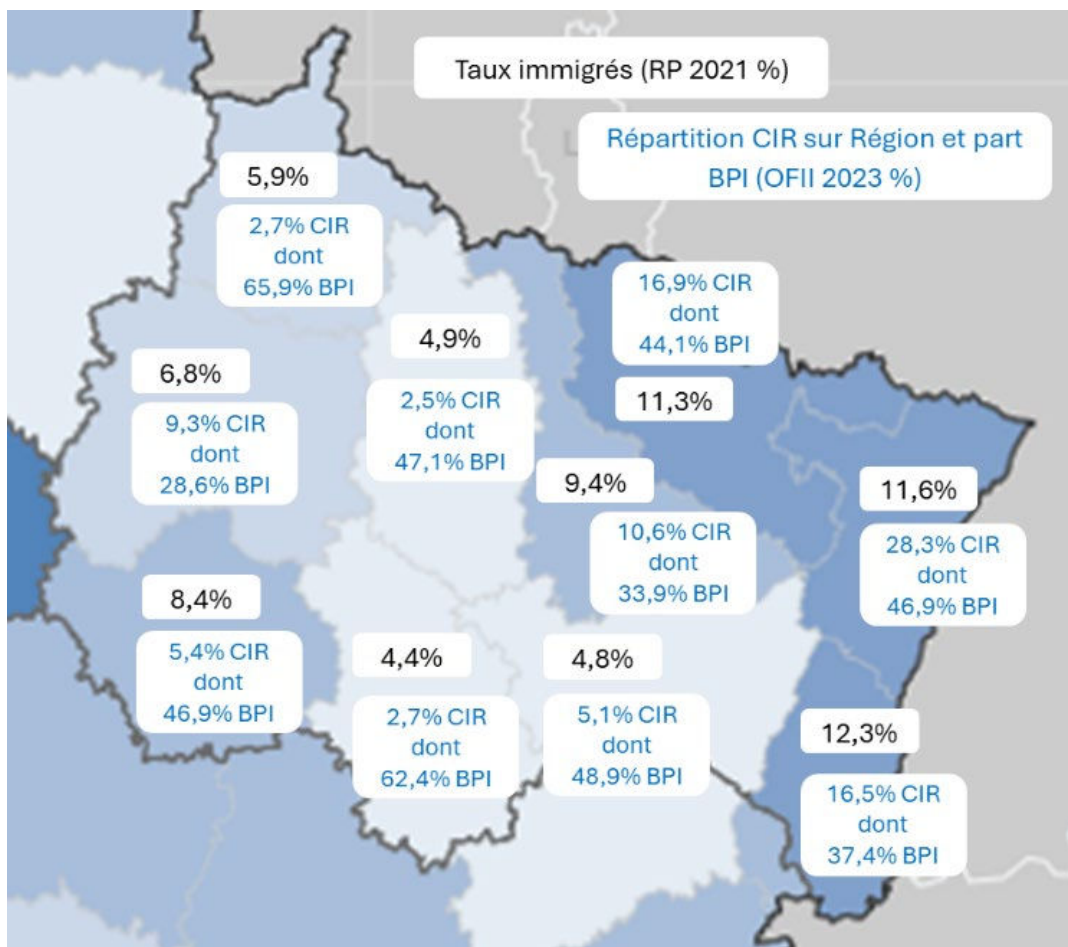
Profils des primo-arrivants dans le Grand Est : niveau de prescription linguistique

- Un niveau de prescription linguistique élevé par rapport au national
- En 2023, sur le plan national, le taux de prescription linguistique est de 45,8 %. Au niveau du Grand Est, le taux est beaucoup plus important, car il s'établit à 56.8%.
- Ce taux s'explique par les pays d'origine des ressortissants en Grand Est qui sont plus souvent issus de pays non francophones.
- Les données relatives au parcours (cf. tableau ci-contre) montrent que les moyens mis en œuvre (cours de 600h) ne sont pas suffisants pour les personnes les plus éloignées de la langue française.

Types de parcours prescrits A1	A1 Finalisé	A1 Acquis	%
100 h	560	512	91,43%
200 h	1646	1266	76,91%
400 h	1248	855	68,51%
600 h	613	278	45,35%
Non renseigné	27	15	55,56%
Grand Est	4094	2926	71,47%

Localisation des primo-arrivants Grand Est

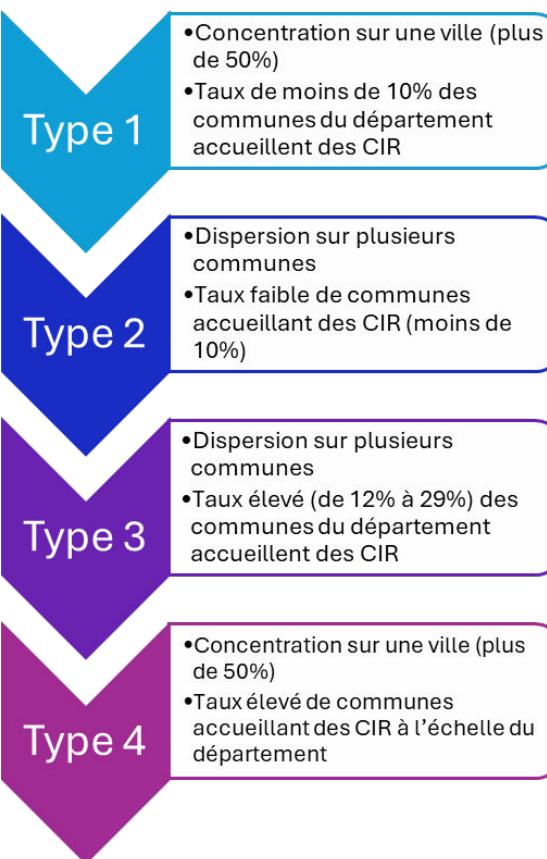
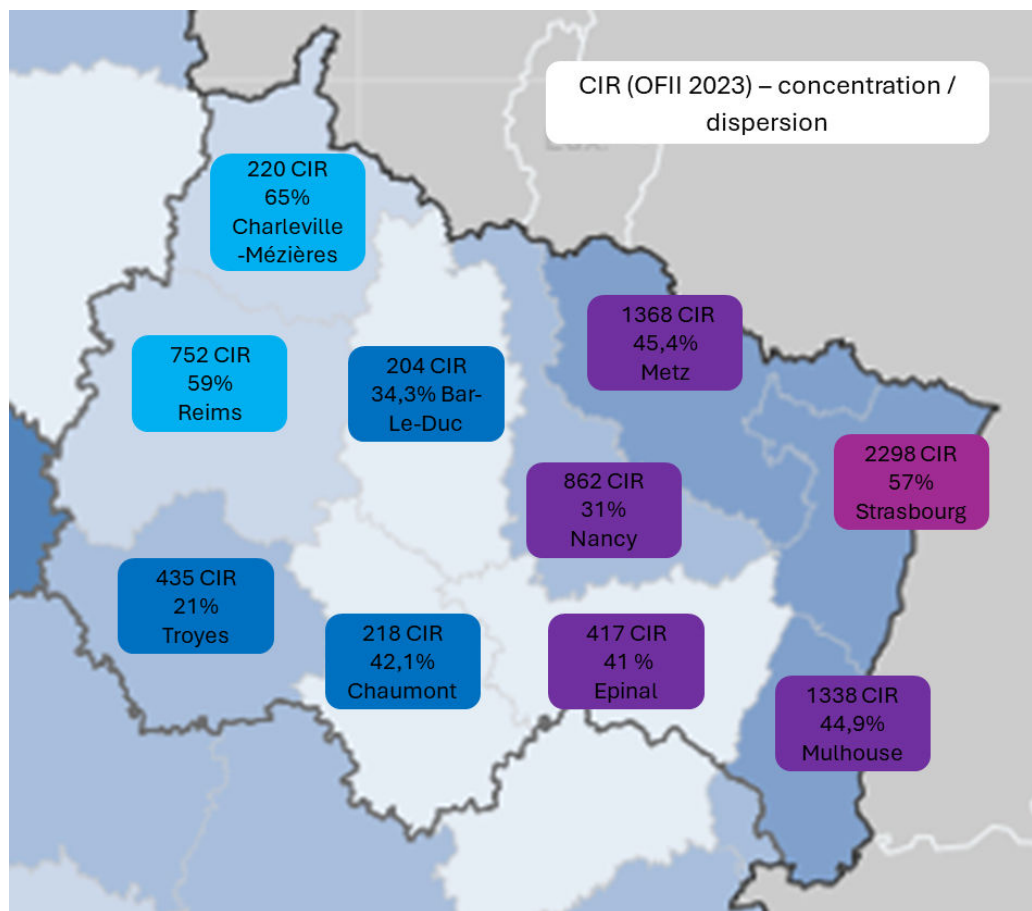
- Au titre de l'année 2023, les primo-arrivants sont arrivés dans environ 670 communes du Grand Est 13% de l'ensemble des communes).
- Les profils des primo-arrivants sont très variables selon les territoires, à la fois en termes du nombre d'arrivée, mais aussi de caractéristiques sociodémographiques.
- Par ailleurs, cette présence est plus ou moins concentrée sur quelques communes ou dispersée.
- La typologie présentée (page suivante) rend compte des différentes situations par département.



Localisation des primo-arrivants Grand Est

- Une forte présence immigrée dans une partie des quartiers prioritaires de la politique de la ville
- L'analyse de la présence immigrée dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville - QPV (INSEE, RP 2020) souligne un taux moyen sur les quartiers du Grand Est (28%) assez proche de celui relevé sur l'ensemble des quartiers à l'échelle métropolitaine (27.8%).
- Au-delà de cette moyenne, la prise en compte des 123 QPV du Grand Est met en avant des situations très différentes. Le quartier Cœur de vie (08, Rethel) compte seulement 1.7% d'immigrés alors que le Quartier de la Gare (68, Saint-Louis) s'établit à 46.4%.
- 45% des QPV du Grand Est comptent au moins 28% d'immigrés : 20 QPV ont un taux de 28 à 32% et 35 QPV ont un taux de plus de 32%

Localisation des primo-arrivants Grand Est



De l'intégration à la politique d'intégration... : enjeux

- Une notion mal « utilisée » et une vision inadaptée du processus d'intégration.
- Une politique construite historiquement sur du « spécifique ».
- Un enjeu : les primo-arrivants hors UE.
- La question linguistique, les valeurs de la République : une dimension récente...
- Une politique publique qui a une difficulté de « reconnaissance des acteurs » avec un vécu différencié de ceux-ci : les associations, les collectivités, les instances dédiées...
- Une politique qui vise « naturellement » à une prise en compte de ces populations par le « droit commun ».
- Une intervention publique stigmatisante pour certains descendants dont la légitimité en termes de présence n'est pas reconnue (illégitimité renforcée par le religieux).

Intégration et « modèle français » : constats

- **Un concept longtemps utilisé sans réellement une politique publique formalisée.**
- **Une notion traduite récemment en politique publique**
 - Utilisation dans le discours à partir du milieu des années 70, avant une mise en œuvre d'actions (sociales et socio-éducatives) relevant d'une logique d'insertion sociale au milieu des années 80.
 - Une définition de la notion d'intégration et une formalisation de la politique à compter de la fin des années 80.
- **Une construction à posteriori du « modèle français d'intégration »**
- **Un modèle français construit sur une logique universaliste**

Intégration ... définition

- La première définition de l'intégration a été élaborée par le Haut Conseil à l'Intégration et date de 1991.
- « Il faut concevoir l'intégration non comme une sorte de voie moyenne entre l'assimilation et l'insertion, mais comme un processus spécifique : par ce processus il s'agit de susciter la participation active à la société nationale d'éléments variés et différents, tout en acceptant la subsistance de spécificités culturelles, sociales et morales et en tenant pour vrai que l'ensemble s'enrichit de cette variété, de cette complexité. Sans nier les différences, en sachant les prendre en compte sans les exalter, c'est sur les ressemblances et les convergences qu'une politique d'intégration met l'accent afin, dans l'égalité des droits et des obligations, de rendre solidaires les différentes composantes ethniques et culturelles de notre société et de donner à chacun, quelle que soit son origine, la possibilité de vivre dans cette société dont il a accepté les règles et dont il devient un élément constituant » .

De l'intégration à la politique d'intégration... : enjeux

- Une notion mal « utilisée » et une vision inadaptée du processus d'intégration.
- Une politique construite historique sur du « spécifique ». Une politique qui vise « naturellement » à une prise en compte de ces populations par le « droit commun ».
- La question linguistique, les valeurs de la République : une dimension récente...
- Des lois et textes qui se veulent réguler l'immigration avec des effets limités.
- Une politique publique qui a une difficulté de « reconnaissance des acteurs » avec un vécu différencié de ceux-ci : les associations, les collectivités, les instances dédiées... [PDA, PRIPI / PDI, contrat d'agglomération / contrat local d'intégration / ADLI, CAI / CIR, parcours d'intégration et contrat territorial d'accueil et d'intégration (des réfugiés)]
- Une intervention publique stigmatisante pour certains descendants dont la légitimité en termes de présence n'est pas reconnue (illégitimité renforcée par le religieux).

Intégration ... définition

- Ce n'est qu'au début des années 2000 que la France se dote d'une définition législative, à travers les lois du 26 novembre 2003 et du 24 juillet 2006, de la notion d'intégration, à travers le terme d' « intégration républicaine ».
- Il y est précisé que « l'intégration républicaine est appréciée en particulier au regard de son engagement [l'engagement du migrant] à respecter les principes qui fondent la République française, du respect effectif de ces principes et de sa connaissance suffisante de la langue française ».

La politique intégration

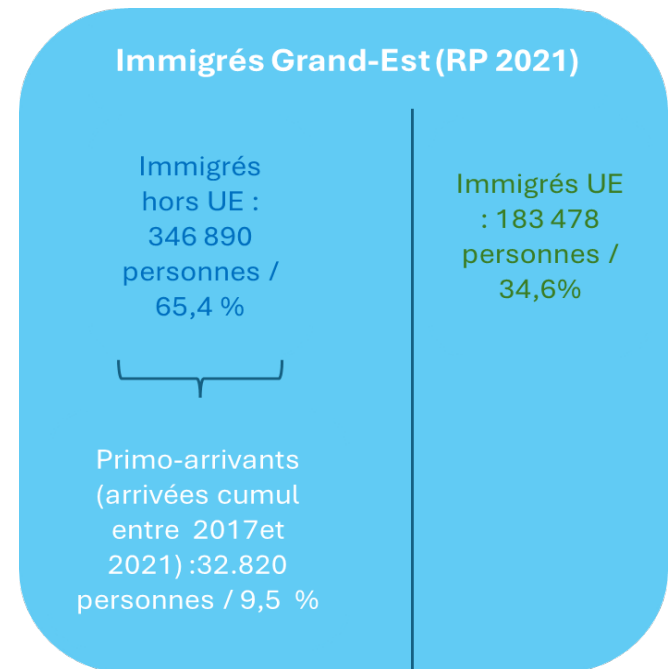
- La politique d'intégration des personnes immigrées en situation régulière repose à titre principal sur l'apprentissage de la langue française, la participation active à la vie de la société, l'orientation professionnelle et l'accès à l'emploi, financés par le programme « 104 – intégration et accès à la nationalité française ».
- Source : [Document de politique transversale](#) (2025) « Politique française de l'immigration et de l'intégration »

Le contrat d'intégration républicaine

- Le contrat d'intégration républicaine (CIR) est la première étape du parcours d'intégration personnalisé de l'étranger en France.
- Signé par celui-ci et le représentant de l'État, il consacre des engagements réciproques, en particulier l'apprentissage du français en visant a minima l'atteinte du niveau A1 et l'appropriation des valeurs de la République.
- Fondé sur une approche individualisée en fonction des besoins de l'étranger, le CIR vise à renforcer ses chances d'intégration dans la société française.
 - Un entretien d'accueil approfondi par les services de l'OFII permet d'établir un diagnostic personnalisé.
 - Il donne lieu à la prescription de formations obligatoires et à une orientation vers les services publics de proximité en fonction des besoins.
 - Ces formations conduisent à une progression du niveau de langue conditionnant, à l'échéance de la carte de séjour temporaire, la délivrance d'une carte de séjour pluriannuelle (CSP).
 - Le niveau A2 est requis pour la délivrance de la carte de résident.

Processus d'intégration

- La politique d'intégration met l'accent sur les 5 premières années après l'obtention des étrangers (hors Union européenne) d'un titre de séjour durable, en s'appuyant sur le Contrat d'Intégration Républicaine. Le programme AGIR (Accompagnement global et individualisé des réfugiés), déployé depuis 2022, vise à renforcer le parcours des bénéficiaires de la protection internationale.
- Pour autant, les enjeux d'intégration perdurent au-delà, selon les personnes et leur parcours de vie, notamment autour de la dimension de la maîtrise de la langue et des enjeux d'accès aux droits. Comprendre les enjeux d'intégration nécessite de fait de prendre en compte la présence immigrée dans son ensemble et les logiques territoriales (système d'acteurs, moyens existants...).

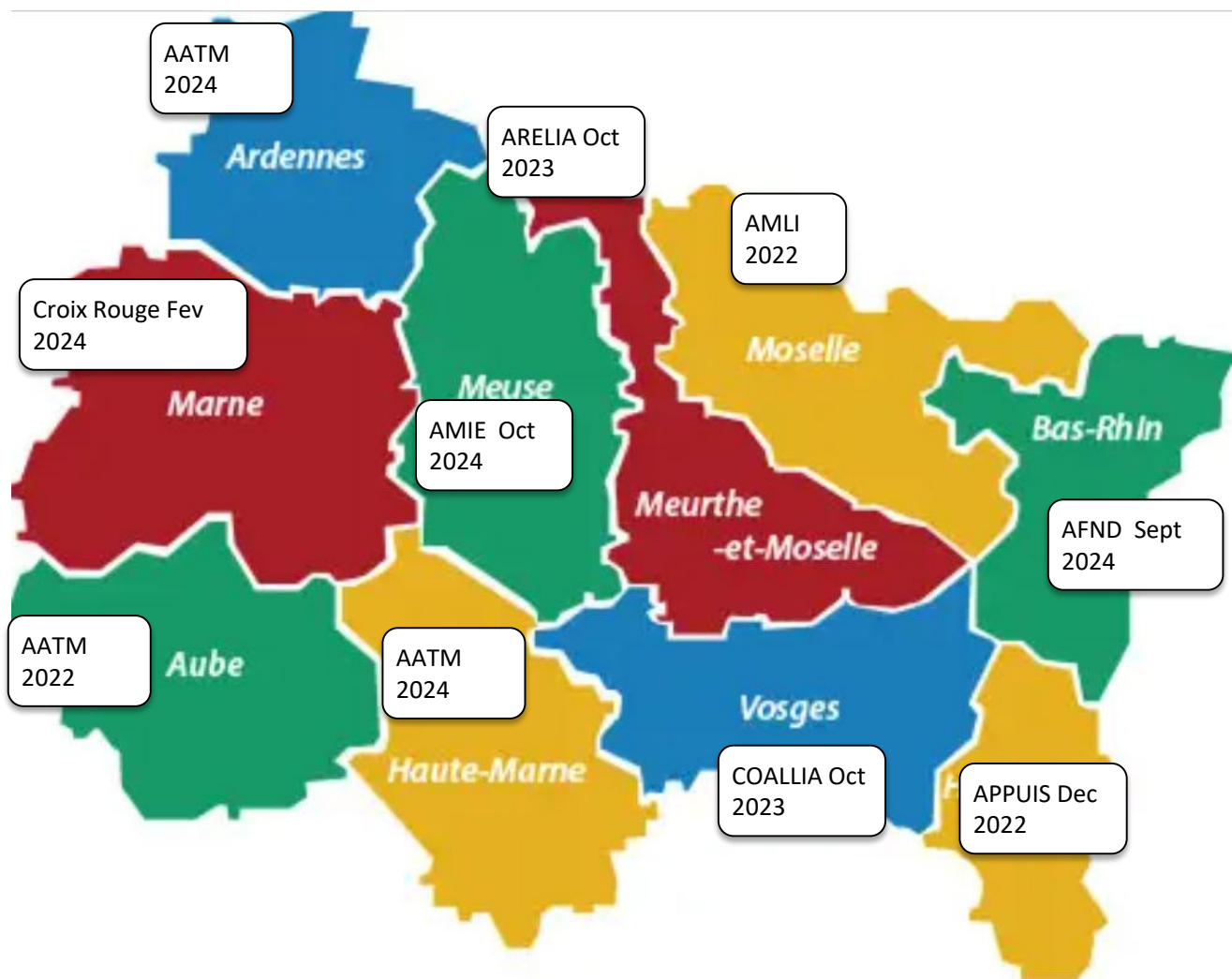


Agir auprès des bénéficiaires de la protection internationale

- AGIR [accompagnement global et individualisé des réfugiés](#)
- Un dispositif depuis 2022 lancé par le ministère de l'Intérieur, la direction générale des étrangers en France (DGEF), en lien avec la délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR), la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL).
- Il est proposé initialement à chaque bénéficiaire de la protection internationale (BPI), qu'il soit ou non hébergé dans le dispositif national d'accueil (DNA) mais démarche plus restreinte dans le contexte financier.
- Il consiste en un accompagnement proposé pendant 24 mois maximum. Il permet de faciliter l'accès aux droits (droit au séjour, prestations sociales et familiales, accès à la santé, notamment mentale, soutien à la parentalité, accès à un compte bancaire, échange de permis de conduire, ...), d'être accompagné vers le logement adapté à sa situation personnelle et familiale, et vers l'emploi et la formation.
- Il consiste en un guichet unique départemental de l'intégration des réfugiés visant à assurer un parcours d'intégration sans rupture aux réfugiés.

Agir auprès des bénéficiaires de la protection internationale

Le programme AGIR s'est déployé dans les 10 départements du Grand Est sur les trois années de 2022 à 2024.



Politique intégration / politique de la ville

- La contribution du programme 147 de la mission « Cohésion des territoires » se situe aux franges de la politique d'intégration.
Source : [Document de politique transversale](#) (2025) « Politique française de l'immigration et de l'intégration »
- Une partie des moyens de la politique de la ville contribue ainsi de manière indirecte à la politique d'intégration, puisque les actions territorialisées dans les contrats de ville contribuent en partie au développement d'actions de lutte contre les discriminations et pour l'accès aux droits des populations étrangères ou immigrées. Conduites pour une partie d'entre elles sur l'ensemble du territoire national en partenariat avec des associations, elles prennent toute leur ampleur dans les stratégies locales au bénéfice des habitants des quartiers.
- Les actions au titre de l'accès à l'éducation, de la réussite scolaire, de l'insertion par l'économie, du développement culturel et du lien social contribuent à l'intégration sociale et économique de la population des QPV et donc des populations étrangères résidant dans ces quartiers.

Politique intégration / politique de la ville

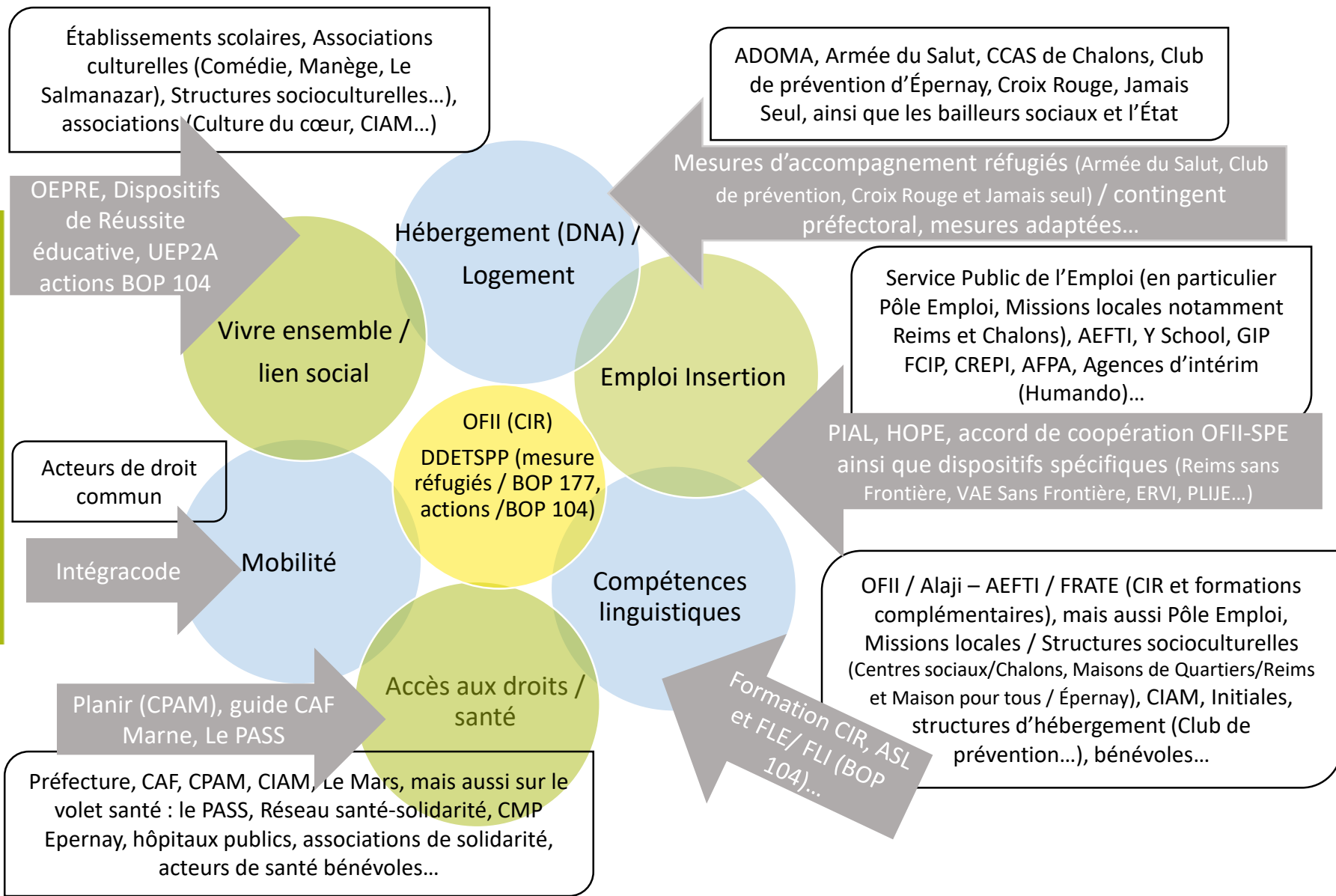
- Parmi les dispositifs et interventions mis à disposition pour les soutenir, on recense notamment :
 - - pour le volet insertion : les ateliers de savoirs socio-linguistiques qui ont représenté 3 126 771 € en 2023,
 - - pour le volet éducatif : le programme de réussite éducative afin d'accompagner les élèves cumulant des difficultés sociales et éducatives (le montant total de crédits alloué à ce programme en 2023 s'élève à 61 926 090 €),
 - - pour le volet santé : le soutien à l'accès aux soins et à la prévention en santé publique dans les quartiers prioritaires pour l'ensemble de la population. Les objectifs majeurs sont de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé (en 2023, le montant des crédits consacrés à cette problématique s'élève à 11 619 341 €),
 - - s'agissant de l'accès aux droits et aux services publics : soutien à l'orientation des personnes vers les structures les plus appropriées pour faire valoir leurs droits, les conseiller et les accompagner éventuellement dans leurs démarches administratives et juridiques, mais aussi de les faire bénéficier de consultations juridiques ou de l'assistance d'un tiers qualifié (en 2023, l'accès aux services publics a été financé à hauteur de 932 245 € et l'action de Pimms Médiation pour 242 037 €).

Education

- L'école est un droit pour tous les enfants résidant sur le territoire national quels que soient leur nationalité, leur statut migratoire ou leur parcours antérieur. Les élèves allophones nouvellement arrivés en France (EANA) sont inscrits dans les classes du cursus ordinaire et peuvent bénéficier parallèlement, en fonction des besoins identifiés, d'un soutien linguistique renforcé, notamment dans le cadre d'« unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants » (UPE2A).
- Mobilisation des programmes 140 « enseignement scolaire public du premier degré » et 141 « enseignement scolaire public du second degré »
- Les centres académiques pour la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (CASNAV) apportent, sous l'autorité des recteurs et des IA-DASEN, leur expertise pédagogique aux établissements qui scolarisent des élèves allophones nouvellement arrivés (EANA).

Système d'acteurs

Le schéma ci-dessous vise à rendre compte des acteurs impliqués dans le parcours des BPI, qu'il s'agisse d'une logique dédiée (en direction exclusivement des BPI) ou de droit commun. Il montre la richesse des acteurs mobilisés, mais ne peut rendre compte des nombreux liens entre acteurs compte tenu de leur diversité. Les flèches grises matérialisent les dispositifs mobilisés.



Education

- L'objectif est d'amener chaque enfant à un usage de la langue française compatible avec les exigences des apprentissages en milieu scolaire et de le rendre autonome le plus rapidement possible dans la poursuite de sa scolarité en France.
- Les UPE2A et les modules français langue seconde (FLS) sont confiés à des enseignants formés à l'apprentissage du FLS qui ont la possibilité de passer une certification complémentaire dans ce domaine.
- Dans le cas où la dispersion des élèves ne leur permet pas de bénéficier du dispositif UPE2A, un soutien linguistique local peut être organisé, assuré par des enseignants, le cas échéant rémunérés en heures supplémentaires.
- Les EANA, non scolarisés antérieurement (NSA), ou très peu, dans leur pays d'origine, sont inscrits dans des unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants non scolarisés antérieurement (UPE2A-NSA) pour acquérir dans un premier temps le français oral courant, puis des bases en lecture et écriture.

Education

- L'objectif est d'amener chaque enfant à un usage de la langue française compatible avec les exigences des apprentissages en milieu scolaire et de le rendre autonome le plus rapidement possible dans la poursuite de sa scolarité en France.
- Les UPE2A et les modules français langue seconde (FLS) sont confiés à des enseignants formés à l'apprentissage du FLS qui ont la possibilité de passer une certification complémentaire dans ce domaine.
- Dans le cas où la dispersion des élèves ne leur permet pas de bénéficier du dispositif UPE2A, un soutien linguistique local peut être organisé, assuré par des enseignants, le cas échéant rémunérés en heures supplémentaires.
- Les EANA, non scolarisés antérieurement (NSA), ou très peu, dans leur pays d'origine, sont inscrits dans des unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants non scolarisés antérieurement (UPE2A-NSA) pour acquérir dans un premier temps le français oral courant, puis des bases en lecture et écriture.
- Certains nouveaux arrivants âgés de 16 à 18 ans, avec un niveau scolaire trop faible pour suivre un cursus de lycée général ou professionnel, peuvent être accueillis dans le cadre de la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) dans des dispositifs spécifiques visant l'apprentissage du français langue seconde et un parcours de pré-insertion professionnelle.

Education

- Les crédits du programme « 230– Vie de l'élève » contribuant à la politique d'immigration et d'intégration concernent le financement du dispositif « ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants » (OEPRE), qui fait l'objet d'un partenariat avec le ministère de l'Intérieur. Le public visé est celui des parents primo-arrivants étrangers ou immigrés d'origine extra communautaire.
- Les ateliers OEPRE proposés sont des formations gratuites au sein des écoles et établissements scolaires (écoles, collèges et lycées).
- Le dispositif s'articule autour de 3 axes :
 - l'acquisition du français afin notamment de faciliter la compréhension des documents écrits relatifs à la scolarité de leurs enfants (bulletins scolaires, carnets de correspondance, emploi du temps scolaire...) ;
 - la connaissance des valeurs de la République et leur mise en oeuvre dans la société française afin de favoriser une meilleure insertion dans la société française ;
 - la connaissance du fonctionnement et des attentes de l'école vis-à-vis des élèves et des parents afin de donner à ces derniers les moyens de mieux suivre la scolarité des enfants.

Témoignage

Claire VERDIER, Directrice du CEFIL

Contrats territoriaux d'Accueil et d'Intégration (CTAI)



- Mobiliser les collectivités territoriales en faveur de l'intégration de personnes réfugiées et primo-arrivantes
 - Dispositif existant depuis 2019 : <https://accueil-integration-refugies.fr/ctai-les-contrats-territoriaux-daccueil-et-dintegration/>
<https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Integration-et-Acces-a-la-nationalite/Les-Contrats-Territoriaux-d-Accueil-et-d-Integration>
 - Objectif : améliorer l'accueil et l'intégration des primo-arrivants, c'est-à-dire les personnes ayant obtenu récemment un titre de séjour durable. Les demandeurs d'asile ne sont pas pris en compte dans le dispositif.

Contrats territoriaux d'Accueil et d'Intégration (CTAI)



■ Modalités

- Une démarche de co-construction entre les services de la collectivité et ceux de la préfecture.
- Un diagnostic partagé qui permet d'identifier les actions publiques à approfondir : accès aux soins, au logement, à l'apprentissage du français, à l'emploi mais aussi parentalité, inclusion numérique, mobilité et liens avec la société civile.
- Des moyens complémentaires au titre du BOP 104 sur la base de programme d'actions annuelles validées par l'Etat.

Expériences de politique territoriale d'intégration

■ ANVITA

- L'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) est un réseau français de collectivités territoriales et d'élus partageant les valeurs de solidarité et d'inclusion en défendant l'accueil inconditionnel des personnes exilées (dont les personnes réfugiées) sur leur territoire.
- L'une des missions du réseau de l'ANVITA est de permettre l'échange de pratiques inspirantes favorisant cet accueil et l'inclusion de ces personnes sur les territoires.
- De par ses capacités de mise en lien, de création d'outils et de mobilisation politique, l'association peut fournir un soutien à toute collectivité désireuse d'implanter un projet d'accueil dans son territoire.
 - <https://www.anvita.fr/assets/MlbcResource/GUIDE-PRATIQUES-ANVITA-2023-24-version-en-ligne-.pdf>
 - 6 guides sur différentes thématiques :
<https://www.anvita.fr/fr/outils/ressources-anvita/>
 - <https://www.anvita.fr/fr/outils/ressources-anvita/detail/diagnostics-territoriaux-sur-leducation-et-la-scolarisation-des-enfants-exiles>

Des ressources

- Site internet de l'ORIV :
<https://www.oriv.org/thematique/immigration-integration/>
<https://www.oriv.org/publication/point-dactualite-sur-la-politique-dintegration-octobre-2023/>
- Migrations en questions :
<https://www.migrationsenquestions.fr/question-reponse/>
- Musée national de l'Histoire de l'Immigration :
<https://www.histoire-immigration.fr/>
- Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI)
:<https://www.gisti.org/spip.php?page=sommaire>
- Revue de la presse <https://www.scoop.it/topic/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>